Mandat d'arrêt de la CPI contre Kadhafi

@rib News, 27/06/2011 â€“ Source Associated PressPlus de quatre mois aprÃ¨s le dÃ©but de l'insurrection contre Moammar Kadhafi, la Cour pÃ©nale internationale (CPI) a dÃ©livrÃ© lundi des mandats d'arrÃªt Ã l'encontre du maÃ®tre de Tripoli, de so fils SaÃ¯f al-Islam Kadhafi et du chef des renseignements Abdallah al-Senoussi pour crimes contre l'humanitÃ© qui auraient Ã©tÃ© commis en fÃ©vrier Ã travers les forces de sÃ©curitÃ© et l'appareil d'Etat libyen.Cette dÃ©cision, annoncÃ©e s de poursuite des bombardements de l'OTAN en Libye, a coÃ¯ncidÃ© avec de nouveaux appels de dirigeants Ã©trangers, dont Nicolas Sarkozy, au dÃ©part du "Guide" libyen, au pouvoir depuis prÃ¨s de 42 ans.
La chambre prÃ©liminaire I de la CPI, qui a suivi la requÃªte prÃ©sentÃ©e le 16 mai par le procureur Luis Moreno-Ocampo, estime qu'il existe des "motifs raisonnables de croire que les trois suspects" sont "responsables" des meurtres et persÃ©cutions de civils qui leur sont attribuÃ©s en tant que coauteurs ou auteur indirects, selon un communiquÃ© de la juridiction.Les trois hommes sont recherchÃ©s pour avoir orchestrÃ© les meurtres, les arrestations et l'incarcÃ©ration de plusieurs centaines de civils durant les 14 premiers jours de soulÃ¨vement en fÃ©vrier contre le rÃ©gime, et pour avoir tentÃ© de dissimuler les exactions prÃ©sumÃ©es.Leur "arrestation paraÃ®t nÃ©cessaire" afin de "les empÃªcher d'utiliser leurs pouvoirs pour poursuivre l'exÃ©cution de crimes relevant de la compÃ©tence de la Cour", ajoute le communiquÃ© en rappelant que le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU, dans sa rÃ©solution du 26 fÃ©vrier dernier, a demandÃ© instamment Ã tous Etats et aux organisations internationales concernÃ©es de coopÃ©rer pleinement avec la Cour.Avant mÃªme l'annonce de la CPI, des responsables libyens avaient rejetÃ© dimanche l'autoritÃ© de la juridiction, l'accusant de viser injustement les Africains sans tenir compte des crimes perpÃ©trÃ©s, selon eux, par l'Alliance atlantique en Afghanistan, en Irak "et maintenant, en Libye". "La CPI n'a pas la moindre lÃ©gitimitÃ© (...) Toutes ses activitÃ©s sont dirigÃ©es contre les dirigeants africains", avait dÃ©clarÃ© le porte-parole du gouvernement Moussa Ibrahim Ã des journalistes.Du cÃ´tÃ© du Conseil national de transition (CNT, mis en place par l'opposition), les propos du ministre de la Justice Mohammed al-Alaqi ont suscitÃ© des doutes quant Ã la volontÃ© des insurgÃ©s de remettre Kadhafi Ã la CPI s'ils venaient Ã mettre la main sur lui. Rien ne les empÃªche de juger le maÃ®tre de Tripoli et son fils en Libye, "selon les normes de cette cour", la CPI, a-t-il dit Ã des journalistes. "DÃ©cidons plus tard, aprÃ¨s les avoir arrÃªtÃ©s, du lieu oÃ¹ nous devrions engager des poursuites contre eux", a-t-il ajoutÃ©, exprimant l'espoir que les mandats d'arrÃªt persuadent les soldats de Kadhafi de faire dÃ©fection.Le chef du CNT, Moustapha Abdeljalil, a cependant dÃ©clarÃ© que l'opposition "accepterait toute assistance des pays amis" pour arrÃªter le maÃ®tre de Tripoli, assurant: "Nous livrerons Kadhafi Ã la CPI."A Bruxelles, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a estimÃ© lundi que la dÃ©cision de la Cour mettait en lumiÃ¨re l'isolement croissant du rÃ©gime libyen sur la scÃ¨ne internationale. Elle vient renforcer la "mission de l'OTAN de protÃ©ger la population libyenne des forces de Kadhafi", a-t-il dit, ajoutant que le numÃ©ro un libyen et ses partisans devaient se rendre compte que le temps s'Ã©coulait rapidement.De son cÃ´tÃ©, le chef de la diplomatie britannique William Hague a jugÃ© que les trois mandats d'arrÃªt dÃ©montraient les raisons pour lesquelles "Kadhafi a perdu toute lÃ©gitimitÃ© et pourquoi il devrait partir immÃ©diatement. Ses forces continuent d'attaquer les Libyens sans merci et cela doit cesser", a-t-il lancÃ©.A Paris, Nicolas Sarkozy a Ã©galement rÃ©affirmÃ© que la paix ne reviendrait en Libye qu'avec le dÃ©part de Kadhafi. "AprÃ¨s 41 ans de dictature, il est peut-Ãªtre temps d'arrÃªter, qu'il quitte le pouvoir", a exhortÃ© le prÃ©sident franÃ§ais d'une confÃ©rence de presse.L'Italie, ancienne puissance coloniale en Libye, a elle aussi vu dans les trois mandats d'arrÃªt la confirmation de la "perte de toute lÃ©gitimitÃ©, politique et morale" de Moammar Kadhafi, tant Ã l'intÃ©rieur qu'Ã l'extÃ©rieur des frontiÃ¨res libyennes. "Il ne peut avoir aucun rÃ´le Ã jouer dans l'avenir de la Libye", a dÃ©clarÃ© le ministÃ¨re italien des Affaires Ã©trangÃ¨res.Les mandats d'arrÃªt, envoyÃ©s par la CPI Ã la Libye, compliquent potentiellement les efforts de mÃ©diation pou mettre fin Ã plus de quatre mois d'intenses affrontements dans le pays nord-africain.Une coalition comprenant la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis a lancÃ© le 19 mars une campagne militaire aÃ©rienne contre les forces de Kadhafi pour protÃ©ger les civils, deux jours aprÃ¨s le vote d'une rÃ©solution du Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU autorisant le recours Ã la force. L'OTAN assume le contrÃ´le des opÃ©rations aÃ©riennes depuis le 31 mars, avec le soutien de pays arabes.Ces raids quotidiens contre des cibles militaires en Libye ne semblent pas avoir affaibli significativement le maÃ®tre de Tripoli et suscitent des critiques croissantes sur le plan international.Lundi, deux fortes explosions ont secouÃ© la zone proche du complexe de Kadhafi dans la capitale libyenne, dÃ©clenchant un concert de sirÃ¨nes d'urgence. D'aprÃ¨s des responsables libyens, deux missiles de l'OTAN ont visÃ© le bus personnel du dirigeant libyen Ã l'intÃ©rieur de son complexe Ã Bab al-Aziziya. Le vÃ©hicule a brÃ»lÃ© mais aucune victime n'est Ã dÃ©plorer, ont-ils prÃ©cisÃ©.En visite Ã Londres, le Pr ministre chinois Wen Jiabao a averti que l'intervention militaire seule ne rÃ©glerait pas la crise, exprimant le soutien de PÃ©kin aux tentatives visant Ã trouver une issue "politique" au conflit libyen.